

MARDI 21 JUIN 2016

SOMMAIRE

- 1) **A votre santé !!**
- 2) **Le « Dernier souffle »**
- 3) **Dans les pas du général...**
- 4) **Un pyromane à Matignon !**
- 5) **Le syndicat du président**
- 6) **L'entêtement du gouvernement**
- 7) **Une primaire du désespoir**
- 8) **Une « primaire des citoyens »...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Le pot de départ de Manuel Valls s'organise



Gérard Filoche (PS), membre de la fondation Copernic, hier, à Paris Photo : Julien Jaulin/Hanslucas

Organisations syndicales, politiques et associatives en lutte préparaient hier la suite du mouvement, vers le 14, et au-delà.

La « sociale » s'était donné rendez-vous, hier, au théâtre Déjazet, à quelques mètres de la place de la République, à Paris. La gauche politique, syndicale et associative a répondu à l'appel de la fondation Copernic à « remettre à l'endroit ce que le libéralisme fait fonctionner à l'envers », lors d'un meeting unitaire de soutien aux grévistes contre la loi El Khomri. « Un mouvement qui dit : "l'Euro ne nous arrêtera pas" et "nous n'avons pas peur" », lançait Willy Peltier, coordinateur général de la fondation.

C'est le sentiment général. Dans la salle pleine, où nombre de discussions évoquaient des « grèves générales reproductibles » ou des mouvements internationaux ; et, sur scène, où les intervenants, à l'instar de Théo Roumier, de Solidaires, appellent à « des débouchés politiques » au mouvement social. Un but qui se construit par le rassemblement le plus large possible, rappellent-ils tous. Marie-Claire Cailletaud, de la fédération CGT Mines-Énergie, souligne que, dans ce champ de bataille, « c'est la CFDT qui est isolée », surtout depuis que la CFE-CGC s'est exprimée contre la loi travail. « On va gagner », assène, comme une évidence, le socialiste non aligné Gérard Filoche, car « ça panique, là-haut ». Conviction partagée par le représentant de SUD Rail, Gabriel Rosenman, qui demande « un plan d'action pour la suite ».

« L'impossible est temporaire »

Dans le climat de « haine de classe » évoqué par la responsable du PCF Marie-Pierre Vieu, le rendez-vous d'hier était d'autant plus important qu'il préparait les « perspectives » : « La mobilisation ouvre un horizon. L'unité sociale et citoyenne se fait, nous devons ouvrir le débat de l'unité politique. Sauf à converger, c'est la voix du peuple qu'on étouffera. » Willy Peltier reprend cette idée, arguant une – première – victoire dans la bataille des idées. « Merci, Manuel Valls et François Hollande » qui grâce à leur acharnement « permettent d'appeler un employeur un patron », à ceux qui vivent entre eux au sommet, « la bourgeoisie mobilisée », et au combat qu'ils mènent – et que les travailleurs en lutte mènent contre eux, « la lutte des classes ».

Le mouvement prouvera-t-il, dès mardi, que « l'impossible est temporaire », se demandait la

porte-parole d'Ensemble !, Clémentine Autain. Devant cette « colère qui monte » et qui « se manifeste non pas à coups de slogans » mais « le poing dressé, direction Matignon et l'Élysée », dicit le cinéaste Gérard Mordillat, le gouvernement reculera-t-il ? Et jusqu'où ? Certains, hier, évoquaient une nouvelle motion de censure, voire une démission. « Manuel Valls, dégage ! Pot de départ dans la rue, le 14 », lançait Willy Peltier.

l'Humanité_{,fr}

II) Hollande et la primaire: second souffle ou dernier soupir?

Par Hubert Huertas

Le président de la République n'étant plus en mesure de se représenter, le citoyen François Hollande sera candidat à la candidature de son parti. La primaire socialiste aura lieu les 22 et 29 janvier prochains.

Cet isolement ne pouvait pas durer. Les institutions voulues par le général de Gaulle ont beau être un corset, elles n'empêchent pas l'effondrement. Tout juste, à coups de 49-3, peuvent-elles maintenir l'apparence du pouvoir, un peu comme les embaumeurs ont maintenu l'apparence de Lénine. Mais, dans les faits, François Hollande est bel et bien hors de combat, rejeté par l'opinion et défié par ses sous-officiers.

Des sondages vertigineux, l'affaire de la déchéance qu'il a fallu piteusement remballer, la loi sur le travail qui provoque l'une des plus longues révoltes de l'histoire sociale française, Emmanuel Macron adoubé par la presse, Arnaud Montebourg autodésigné, une demande de primaire qui colle aux doigts comme le sparadrap du capitaine Haddock, les candidats qui se

multiplient comme pour un congrès de Rennes, l'été s'approchait et les questions sur le sortant ne portaient plus sur ses chances de maintien mais sur la date de son retrait.

Il a donc accepté le principe de sa participation à une élection primaire, et il s'est donné de l'air. L'opposition de droite peut hausser les épaules, l'opposition de gauche peut balayer la manœuvre, cette annonce remet de l'ordre à l'intérieur de la maison socialiste. Le foutoir tournait à la décomposition et voilà que le PS atomisé dispose au moins d'une balise commune. Deux dates vers lesquelles, bon gré mal gré, tout le monde va regarder. Le premier effet de l'annonce est d'ailleurs déjà là : de Lieneman à Montebourg en passant par Hamon, de Macron à Valls, du dernier carré hollandiste au premier rang des frondeurs, chacun anticipait sa propre mise en scène et désormais tout le monde a rendez-vous dans le même théâtre. Fini les plans sur la comète, voilà le calendrier. Montebourg et les autres menaçaient de tout casser, il va falloir qu'ils se construisent.

Pour Hollande, le bénéfice immédiat est de gagner quelques mois. Quel que soit le sort de la loi El Khomri, il était essoré, et les doutes sur sa candidature ouvraient sa succession avant même son départ. Qu'on le veuille ou non, l'heure de l'après-Hollande avait déjà sonné au parti socialiste et chacun des concurrents ou adversaires du président agissait comme s'il n'était plus là. L'hypothèse d'une candidature impossible devenant de plus en plus envisageable, elle était publiquement envisagée. Chacun précipitait la fin en pensant à la suite. Les Hollandais avaient beau annoncer que le président révélerait sa décision en janvier, l'hiver était déjà là. En acceptant le principe de la primaire, Hollande a renvoyé la compétition à plus tard. Qu'il soit ou non candidat, cette primaire aura lieu et ça change le climat, d'autant que d'ici là, espère-t-il, le chômage aura régressé, et que son « ça va mieux » ne sera plus un objet de ricanement mais une réalité ressentie par les Français.

Le second bénéfice espéré par l'Élysée est plus subtil. En acceptant contre toute attente de participer à une primaire, donc de se désacraliser, François Hollande se débarrasse en fait de son principal handicap, c'est-à-dire de son bilan. À six mois du début réel de la campagne électorale, son impopularité bat des records sous la Cinquième République. Encore un effort et il pourrait revendiquer des sondages à un seul chiffre de Français satisfaits ! En descendant dans l'arène, il compte abandonner sa défroque de

président maudit, pour endosser le costume de candidat modeste. Adieu, le chef assiégé dans son palais, bonjour, l'homme simple au milieu de ses semblables. Le grand retour du candidat normal, en quelque sorte. Et s'il devait sortir vainqueur de la compétition interne, ça ne l'empêcherait pas de partir en campagne pour l'Élysée, en soutenant que son virage libéral, donc son bilan, viendrait d'être approuvé par les électeurs de gauche.

Depuis l'annonce de la primaire par Jean-Christophe Cambadélis, ses partisans ont donc repris des couleurs. Ils parlent avec gourmandise de la « surprise du chef ». Hollande serait enfin transfiguré. En acceptant l'impensable, il aurait surpris tout le monde, et se serait rappelé au bon souvenir de ceux qui l'ont enterré d'avance. Or il faut être prudent. Cet optimisme peut se justifier, mais l'initiative du président est lourdement aléatoire.

Il faudrait d'abord qu'elle existe pour de bon. Parler d'une primaire est une chose, la mettre en œuvre en est une autre. Les modalités seront arrêtées le 2 octobre par un conseil national. Si l'élection devait être une primaire taillée pour le patron, avec des conditions assez restrictives pour que l'affrontement se réduise à une joute avec Jean-Luc Bennhamias ou François de Rugy, rien de ce qui est écrit plus haut n'existerait plus. François Hollande serait simplement retombé dans une pratique de la synthèse qui consiste, depuis bientôt cinq ans, à faire la « Belle alliance » avec lui-même et lui-même, à l'exception de tous les autres. Cette fine manœuvre serait vouée au destin des machins, c'est à dire à l'oubli.

Si elle est sincère et ouverte aux adversaires internes du président et de son premier ministre, la primaire ne sera pas pour autant l'arme absolue.

Le premier danger, pour François Hollande, sera bien sûr d'être battu... De se retrouver laminé comme Ségolène Royal en 2011... Une sortie humiliante devant l'Histoire, pour un président en exercice. Elle serait l'aboutissement d'une cheminement qui l'a vu se couper de son électorat sans s'élargir à celui de ses adversaires. Les hollandais répondent déjà que cette défaite ne serait pas plus catastrophique qu'une élimination au premier tour de la présidentielle.

Le second risque est « systémique ». Cette primaire totalement inédite, en présence d'un président sortant réduit au rôle de candidat à la candidature, pourrait se transformer en une sorte de

référendum. « Oui » ou « non » à François Hollande ? Or on sait ce que provoquent les référendums depuis de longues années. Ils ne répondent pas à la question du jour mais censurent celui qui l'a posée.

Ce n'est pas tout. Par son côté Blitzkrieg, l'offensive de François Hollande fait aussi penser au pari de Jacques Chirac en 1997. Pour s'assurer une majorité renforcée, le président d'alors avait dissous l'Assemblée nationale, avec l'effet que l'on sait. Pour se relégitimer, le président d'aujourd'hui annonce qu'il va s'autodissoudre en devenant simple candidat dans une élection interne.

On verra dès les prochaines semaines s'il aura plus de succès que son prédécesseur...

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Michèle Alliot-Marie en route pour la présidentielle

LE MONDE | Par Alexandre Lemarié



Michèle Alliot-Marie, le 13 février. LIONEL BONAVENTURE / AFP

Elle a tranché. Et ne doute de rien. Michèle Alliot-Marie entend bien participer à la course élyséenne en 2017. Muette dans les médias depuis plusieurs mois, la députée européenne sort de son silence pour annoncer au Monde son choix. « Ma décision est prise », confie-t-elle. L'ancienne ministre a prévu d'annoncer le 4 juillet, lors d'un meeting à Schiltigheim, dans le Bas-Rhin, qu'elle est candidate à l'élection présidentielle, sans forcément passer par la primaire de la droite. « Quand on est candidat à l'élection présidentielle, la primaire n'est qu'une modalité. Ceux qui se présentent à la présidentielle doivent être des gens sérieux, prêts à s'investir totalement et convaincus de porter un projet qui est bon pour l'avenir de la France et des Français », explique-t-elle, en dressant elle-même son portrait.

Si sa participation au scrutin des 20 et 27 novembre n'est pas totalement exclue, « MAM » dit n'en avoir pas envie pour l'instant. Se référant au général de Gaulle, l'ex-ministre estime que la présidentielle est d'abord la rencontre entre un homme – ou une femme en l'occurrence – et le peuple, au-delà des intérêts partisans. « Aujourd'hui, on me parle de primaire, de procédures... Cela ne m'intéresse pas, car ce n'est pas au niveau des enjeux. Certains se présentent à la primaire pour se faire connaître ou pour négocier un poste de ministre. Cela n'a pas de sens », tranche-t-elle, en moquant la concurrence effrénée à droite : « J'en vois trop qui réagissent au jour le jour sur le petit événement qui vient de se produire, avec le mot le plus dur possible pour faire parler de lui. »

« Le gaullisme, ce n'est pas une nostalgie »

Celle qui se revendique du « gaullisme » ne veut pas – pour l'instant – ajouter son nom à la longue liste des candidats à la primaire, en devenant la treizième prétendante déclarée. A 69 ans, l'ex-présidente du Rassemblement pour la République (RPR), qui a assumé l'ensemble des ministères régaliens entre 2002 et 2011 (affaires étrangères, défense, intérieur et justice), prétend se placer au-dessus des querelles d'écurie.

« Moi, je prends du recul et de la hauteur, précise-t-elle. La présidentielle, c'est d'abord un projet sérieux auquel on croit, qui prend en compte les réalités géostratégiques de notre pays et se projette dans l'avenir, sans se préoccuper des sondages et de la démagogie ambiante. Ce qui m'intéresse, c'est de savoir ce que va devenir la France dans les vingt prochaines années. »

Le 4 juillet, lorsqu'elle dévoilera ses intentions, elle exposera son projet par la même occasion. Recours au référendum, participation des salariés aux bénéfices de l'entreprise, défense de la souveraineté de la France, soutien aux industries de pointe... La future candidate veut marcher dans les pas du général : « Pour moi, le gaullisme, ce n'est pas une nostalgie. Ce n'est pas d'aller chercher des recettes toutes faites dans ce qu'il s'est passé il y a cinquante ans. C'est une grille de lecture et d'action pour l'avenir. » Partisane d'un « Etat fort », régulateur de l'économie, elle se dit opposée à « la surenchère » à droite en faveur d'un « libéralisme outrancier ».

En décidant de se porter d'abord candidate à la présidentielle, avant d'étudier son éventuelle participation à la primaire, elle emprunte le chemin inverse de Henri Guaino. L'autre prétendant se revendiquant du gaullisme, a déclaré sa candidature à la primaire le 13 juin. M. Guaino a annoncé qu'il se présenterait directement à la présidentielle s'il ne parvenait pas à réunir les parrainages nécessaires – dont vingt signatures de parlementaires – pour concourir au scrutin de novembre.



Doutes sur l'intégrité de la primaire

Les rivaux de Michèle Alliot-Marie voient dans sa démarche une manœuvre pour faire parler d'elle, tout en masquant son manque de soutien au sein du parti Les Républicains (LR). Car pour le moment, elle ne semble pas en mesure de recueillir les parrainages requis pour se qualifier à la primaire. Certes, « MAM » compte quelques appuis – comme l'ex-secrétaire d'Etat Marie-Anne Montchamp, ou le député Maurice Leroy (Union des démocrates et indépendants, Loir-et-Cher) –, mais hormis son compagnon, Patrick Ollier, député LR des Hauts-de-Seine, aucun parlementaire ne semble prêt à la parrainer.

Pour justifier sa volonté de contourner la primaire – quitte à disperser les voix de la droite en 2017 – son entourage avance une autre raison : « Elle ne veut pas participer à une élection qu'elle juge truquée : les autres candidats ont tous accès aux fichiers des adhérents ; le patron du parti, Nicolas Sarkozy, utilise les moyens du parti pour faire campagne ; le patron de la primaire, Thierry Solère, parraine un candidat en la personne de Bruno Le Maire... » Pour autant, l'eurodéputée ne ferme pas totalement la porte : « Elle n'y participera que si elle a la certitude que le processus se passera de manière équitable », explique un proche.

En attendant d'officialiser sa candidature, Michèle Alliot-Marie multiplie les déplacements « sans caméra, ni média » dans le but d'installer les soixante-dix comités locaux de Nouvelle France, le micro-parti qu'elle a créé le 7 avril pour œuvrer au « rassemblement des Français ». Reste à savoir si celle qui n'est créditée que de 1 % des intentions de vote à la primaire pourra réellement peser dans le jeu à droite dans l'optique de 2017. A LR, beaucoup la voient comme une alliée de M. Sarkozy depuis le soutien apporté par ce dernier à Patrick Ollier pour la présidence de la métropole du Grand Paris, et comme une adversaire d'Alain Juppé, avec lequel elle entretient des relations glaciales.

Une certitude : peu de ténors se réjouissent de son retour, la plupart l'invitant à « passer la main » après avoir été brutalement chassée du gouvernement, en 2011, à cause du scandale portant sur sa proximité avec la dictature de Ben Ali en plein printemps arabe. « MAM candidate, ça fait retour vers le futur », se moque un candidat à la primaire. « Les gens la voient comme un dinosaure », ironise un autre. « Elle a des choses à apporter au débat, en faisant entendre sa ligne gaulliste, ni libéraliste, ni socialiste », corrige Marie-Anne Montchamp. Ne manque plus que l'annonce de sa candidature. Un de ses proches en salive à l'avance : « Logo, slogan, projet, équipe... Tout est prêt, il n'y a plus qu'à appuyer sur le bouton ! »



Alexandre Lemarié
Journaliste en charge du suivi de la droite et du centre

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Loi Travail : «Valls est un pyromane», accuse Mailly

Propos recueillis par CATHERINE GASTÉ



Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de FO : « Interdire une manifestation parce qu'il peut y avoir des risques à côté de la manifestation ? Que les forces de l'ordre aient les bonnes consignes ! Et nos services d'ordre feront leur travail. » (LP/Ph. Lavieille.)

Au Premier ministre qui appelle les syndicats à annuler les défilés de cette semaine, Jean-Claude Mailly, le patron de FO, répond «pas question».

« Les organisateurs devraient annuler eux-mêmes ces rassemblements. » Manuel Valls, dans un entretien au « Journal du dimanche » hier, a appelé la CGT, FO et les cinq autres syndicats anti-loi Travail à renoncer aux deux journées de mobilisation prévues les 23 et 28 juin. Selon nos informations, ces derniers ont pourtant fait leurs demandes. Celle pour Paris est déjà sur le bureau du préfet et prévoit un défilé allant de Bastille à Nation. Comme Philippe Martinez, son homologue de la CGT, Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de FO, adresse une fin de non-recevoir au Premier ministre : « Si Manuel Valls ne veut plus de manifestations, qu'il se montre ouvert. »

Manuel Valls appelle les syndicats au « bon sens » et leur demande d'annuler les rassemblements prévus cette semaine. Que répond FO ?

JEAN-CLAUDE MAILLY. Nous maintenons les appels aux rassemblements et manifestations prévus les 23 et 28 juin. Je retourne l'argument au Premier ministre : le bon sens aujourd'hui, c'est qu'il examine clairement les propositions déposées sur la table, notamment par FO. Voilà ce

qui, selon moi, permettrait une sortie par le haut et sonnerait l'arrêt des mobilisations.

Que ferez-vous si la préfecture décide d'interdire les défilés prévus, à Paris notamment ?

Pour le moment, ce n'est pas le cas. Nos unions régionales sur Paris sont en contact, comme d'habitude, avec la préfecture. Nous n'avons aucune information allant dans le sens d'une interdiction.

L'exécutif met en avant les risques de violences et les défaillances des services d'ordre lors du défilé du 14 juin...

L'exécutif mélange deux choses. Nous sommes responsables en tant qu'organisations syndicales, avec nos services d'ordre, du cortège en tant que tel. Cela veut dire de la tête à la fin du cortège, clairement délimité et encadré par nos services d'ordre. Tout ce qui est en dehors de la manifestation relève des forces de l'ordre. Je n'incrimine pas les policiers, dont le travail n'est pas facile. Mais nous ne sommes pas responsables des problèmes qui ont eu lieu devant le carré de tête, notamment lors de la manifestation du 14 juin. Quand des jeunes facilement repérables parce qu'ils ont des casques, des gants, un sac à dos, veulent entrer dans le cortège, on les en empêche. Ce qu'ils font alors, c'est qu'ils remontent le cortège et se mettent devant.

Que disent vos syndiqués FO dans la police ?

Nous savons bien, y compris par des témoignages, que les forces de l'ordre n'ont pas toujours des consignes très claires. Parfois, elles pensent qu'elles pourraient intervenir mais elles n'ont pas les consignes pour le faire !

Le 14 juin, les images ont montré un nombre impressionnant de casseurs...

Si nous, nous les repérons, nous ne sommes pas les seuls ! Ceux qui étaient repérables, pourquoi ont-ils pu continuer à agir ? Voilà la question qui mérite d'être posée. Cela nous discrédite d'ailleurs car le lendemain on parle plus des casseurs que de la loi Travail. Nous n'avons pas attendu Manuel Valls pour condamner les violences, y compris quand il y en a chez certains manifestants. De la même manière qu'il peut y avoir des bavures dans la police, il peut aussi y en avoir dans nos rangs et nous les condamnons.

Notre rôle est de rappeler qu'on manifeste dans le calme.

Pourquoi l'exécutif accuse-t-il la CGT de tous les maux et pas FO ?

Peut-être cherche-t-il une tête de Turc. C'est une question qu'il faut poser à Matignon et à l'Elysée. Moi je ne suis pas dans un combat de coqs avec les uns et les autres.

Une interdiction de manifester entraînerait-elle un casus belli avec le gouvernement ?

Ce serait assez incroyable que des manifestations à l'appel de confédérations syndicales soient interdites. Cela poserait un sacré problème de démocratie. C'est un droit fondamental que le droit de faire grève. Interdire une manifestation parce qu'il peut y avoir des risques à côté de la manifestation ? Que les forces de l'ordre aient les bonnes consignes ! Et nos services d'ordre feront leur travail. Le mieux, si Manuel Valls ne veut plus de manifestations, c'est qu'il se montre ouvert. A chaque fois que le Premier ministre intervient, prend la parole dans les médias, il se comporte en pyromane au lieu d'apaiser la situation. Cela peut conduire certains à être énervés.

Espérez-vous une intervention de l'Elysée ?

Il faut les bons capteurs pour bien comprendre ce qui se passe dans le pays. Or je crains qu'ils soient déficients. Ils sont dans une tour d'ivoire. Comme Matignon, l'Elysée est un endroit qui isole. Il y a deux possibilités. La première, une discussion réelle s'engage, le texte bouge à l'Assemblée et sera suivi d'un vote. L'autre option, ce que répète le Premier ministre : on ne touche à rien et un nouveau recours au 49-3 s'impose à l'Assemblée. Si c'est ce scénario qui l'emporte, il va y avoir de l'amertume chez les salariés. A la rentrée, lors des déplacements de ministres, lorsque la campagne électorale démarrera, les gens réagiront, j'en suis persuadé. Et les manifestations continueront. Ceux qui pensent le contraire se trompent.

Propos recueillis par CATHERINE GASTÉ

Le parisien

V) Laurent Berger en difficulté

Cécile Rousseau L'Humanité



Photo : Reuters

Sur France Inter, le secrétaire général de la centrale s'est embrouillé sur la loi El Khomri.

Une posture délicate. Hier, Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, était l'invité de France Inter. Avant la mobilisation du 31 mars, auquel le syndicat ne participe pas, il a eu du mal à justifier sa position sur la loi El Khomri. « Le retrait, est-ce qu'il améliorerait la situation des jeunes qui sont sans qualification ? Est-ce que ça ferait en sorte qu'on développe davantage de dialogue social ? » questionne-t-il, omettant de préciser que la fameuse « garantie jeunes » ne sera étendue qu'à 200 000 jeunes alors que 900 000 sans diplôme ni emploi pourraient en bénéficier. Quant à la facilitation des licenciements économiques contenue dans ce projet, elle aurait disparu, selon le leader syndical. « C'était présent dans la version un, pas dans les versions deux, (...) Il faut arrêter de faire peur ! » Pourtant, le texte de loi contient toujours les critères assouplissant les licenciements économiques, telle la baisse des commandes, du chiffre d'affaires... Paradoxalement, juste après cette déclaration, le secrétaire général souhaite modifier les critères d'évaluation du motif économique en pesant sur les députés via la remise d'un document de 50 pages. « Nous voulons élargir la période de référence pour mesurer la rentabilité d'une entreprise, aujourd'hui, c'est quatre trimestres, nous voulons aller au-delà, six trimestres, nous voulons un périmètre européen... »

Le dirigeant syndical persiste à y voir un progrès

Difficile d'y voir clair dans ces contradictions. Le syndicaliste s'est fendu d'une autre déclaration surprenante. « Personne ne fera croire que l'uniformisation du Code du travail provoque l'égalité pour les salariés, ce n'est pas vrai ! Les salariés les plus protégés sont les salariés couverts par des accords de branche et d'entreprise, là où il y a une présence syndicale. » Étrange, alors que le principe de suppléativité, qui stipule qu'un accord d'entreprise ne peut être inférieur à un accord de branche qui ne peut être inférieur au Code du travail, a été balayé par ce texte. Mais Laurent Berger persiste à y voir un progrès même si des accords faisant perdre des droits aux salariés seraient possibles. Un auditeur n'a d'ailleurs pas manqué de relever le gap entre ce prétendu renforcement syndical et la possibilité donnée par la loi aux syndicats minoritaires d'organiser des référendums d'entreprise en cas de désaccords avec les syndicats majoritaires. « Je ne vais pas m'excuser d'avoir fait le travail d'une organisation syndicale qui est de peser pour améliorer la situation des salariés », a-t-il aussi lâché. Tous les doutes sont permis.

l'Humanité.fr

VI) Loi travail : le gouvernement choisit le camp de la peur



photo Louis Camelin

Depuis la manifestation du 14 juin, tout se passe comme s'il ne restait à l'État qu'une coercition sans dialogue. Qui traduit son glissement de la violence symbolique des mots à la violence physique de la répression.

Après la manifestation du 14 juin, le mot à l'honneur est celui de « climat ». Le « climat » : c'est le mot utilisé largement dans la presse pour évoquer les tensions de la semaine. Alors que Manuel Valls se félicitait, en début de semaine, d'être « serein » face à une mobilisation sociale que l'exécutif jugeait en déclin, les récentes déclarations du premier ministre sont loin d'être apaisées. Sommant la CGT de lever toute « ambiguïté » vis-à-vis des actes de casse perpétrés lors de la manifestation du 14 juin ; alors que celle-ci s'est désolidarisée bien évidemment.

François Hollande cherche à intimider directement le mouvement social en déclarant, via le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, pouvoir interdire certaines manifestations sous la condition de la sécurité des biens et des personnes. L'interdiction n'est pourtant pas chose facile, non pas que cela soit impossible sur le registre discrétionnaire, mais il y a un fort risque de se heurter à la rugueuse nature de l'opinion publique. Et quand on traîne une cote de popularité aussi basse, autant dire que cela se révèle périlleux.

La bataille de l'opinion

C'est à ce moment qu'entre en jeu le communicant, ou dans le cas d'un chef de gouvernement, son bataillon entier de communicants. Et s'il y a bien une chose que ces derniers savent, c'est que l'opinion publique est prompt à s'émouvoir. Il ne reste plus alors que la bataille des mots, ceux qui feront retourner une opinion jusque-là bienveillante. Tout est alors réfléchi, préparé, calculé, on pèse le pour et le contre. Ici, l'enjeu est davantage le contre, que le pour. Contre la CGT en premier lieu : en faisant porter la responsabilité des violences commises le 14 juin à l'avant du cortège syndical sur la CGT et son service d'ordre, l'exécutif tente de gagner la bataille de l'opinion, au prix de la peur.

LAPRESSEENREVUE.EU

L'enjeu principal est cerné depuis le début du mouvement social : le 20 mai, 65% des sondés trouvaient les grèves et les blocages « justifiés ». La semaine dernière, près de 60% des interrogés par l'Ifop exprimaient la même position. Hélas pour le gouvernement, l'opinion peine à se retourner – même si l'opération fait ressentir quelques effets. Le contraste reste saisissant : alors que la popularité de Manuel Valls et François Hollande chute, le soutien à la grève reste élevé.

Dans un premier temps, il s'agit d'identifier la menace. Celle-ci doit être facilement identifiable. Ce ne peut pas être le mouvement social ou la manifestation, pas plus que le "cadre unitaire" : elle doit être assimilable à un représentant ou à un archétype. En l'occurrence, ce sera celui de Philippe Martinez, secrétaire confédéral de la CGT, ou bien un syndiqué cégétiste. Si cela ne suffit pas, vous pouvez les assimiler aux "casseurs", leur faire porter la responsabilité des actes de violence commis lors des manifestations. Ou encore identifier quelques militants syndicaux qui se seraient eux mêmes livrés à des actes de violences.

Le parti de la confusion

Une fois la menace définie, il reste à isoler un élément marquant. Quoi de mieux qu'un hôpital, quand celui-ci, qui plus est, est destiné à accueillir des enfants malades ? Ensuite, les mots devant frapper au cœur, un champ lexical guerrier est tout indiqué. L'hôpital Necker a été « dévasté », dévasté au même titre qu'une ville en guerre. Les casseurs, eux, semblaient souhaiter « tuer » des policiers – sans armes létales pourtant, alors que les policiers disposent de tenues renforcées et ignifugées, sans parler des casques, gilets pare-balles et boucliers.

Tout concourt à ce « climat » que seuls les hommes politiques et les éditorialistes semblent interpréter de cette manière. Les manifestants, eux, témoignent d'un niveau de violence policière inédit dans des manifestations syndicales. Le discours de Manuel Valls a aussi comme fonction de rendre invisibles les blessés lors des défilés [1].

Les catégories, en théorie, sont là pour expliquer, comprendre, y voir plus clair. Mais elles peuvent également servir à trier, confondre et incriminer. Le « climat » que définit Le Monde du 17 juin relève de la confusion. Confondre, sous prétexte d'une même temporalité, la mobilisation contre la

loi Travail, CGT en tête, les "casseurs" et le terrorisme revient à situer son discours dans un champ particulier. Le champ de tout ce qui s'oppose à la "majorité silencieuse", à une certaine conception de la République, à un corps politique qui ne fait plus tout à fait corps...

Le langage de la droite

La CGT parle d'un gouvernement aux abois ; c'est un peu plus que cela : le symptôme d'un pouvoir usé et affaibli qui instille la peur dans les consciences pour éluder ses propres faillites. Le caractère inédit de la situation réside bien dans le langage : la reprise par la gauche de gouvernement de la terminologie traditionnellement réservée à la droite, la volonté de jouer la division au sein des salariés sont autant de signes de la décomposition du Parti socialiste. La droite n'a désormais plus le monopole de la peur.

Quelle marge de manœuvre reste-t-il au gouvernement ? S'il ne gagne pas la bataille de l'opinion, même en rompant les derniers liens de cette social-démocratie-là avec le peuple de gauche, alors il est condamné à courir derrière les thèmes identitaires de la droite. S'il ne gagne pas la bataille de la peur, fût-ce au prix de l'interdiction à trois centrales majeures de salariés de manifester, alors la loi travail n'aura jamais aucune légitimité.

La ligne de crête est étroite : gagner cette bataille, c'est perdre la guerre et la base sociale historique d'un bloc de gauche qui, déjà usé par l'exercice du pouvoir, n'en gardera, s'il persévère dans la fabrique de la peur, que les oripeaux. C'est là la limite des stratégies de communication.

Notes

[1] Lire l'article de Mediapart "Loi travail : ce blessé grave qu'ont oublié Valls et Cazeneuve".

VII) Primaire au PS : Manœuvre tactique pour président vulnérable

En validant l'organisation d'une primaire les 22 et 27 janvier 2017, le conseil national du Parti socialiste prépare la candidature de François Hollande.

“Un retournement sans précédent qui en dit long sur sa popularité en berne” : Politico présente ainsi la décision du Parti socialiste d'organiser une primaire les 22 et 29 janvier 2017, approuvée par le parti le 18 juin sur proposition de son Premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis. Une primaire à laquelle François Hollande peut difficilement ne pas participer. “Cette décision du PS met fin à une longue tradition qui voulait que la candidature du président sortant ne soit pas contestée en interne. C'est le signe de la vulnérabilité d'un président qui n'est jamais parvenu à faire taire l'opposition à ses orientations de politique économique.”

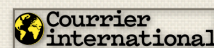
Il y a encore quelques semaines, l'idée d'une primaire à gauche faisait rire. Même ses partisans admettaient qu'il y avait peu de chance de convaincre le patron des socialistes de se débarrasser de la tradition et de forcer le président à participer à un processus potentiellement humiliant”, explique le site basé à Bruxelles. “Mais une pression constante et une question juridique [les statuts du Parti socialiste prévoient une ‘primaire citoyenne ouverte’] ont eu raison des réticences de Jean-Christophe Cambadélis. Surtout que cela laisse du temps pour un recul anticipé du chômage (certains prétendent qu'il est fait de toute pièce) de porter ses fruits. Dans l'idéal, Hollande pourra aborder la primaire porté par un sursaut de l'économie qui validerait ses choix, tout en ridiculisant les ambitieux qui l'accuse d'avoir vendu le pays à Bruxelles qui demande toujours plus de réformes économiques.

A Lausanne, Le Temps explique également que cette décision a été extrêmement bien pesée et cousue à la taille de celui dont on attend la décision : “Au final, l'exercice ressemble à une belle manœuvre tactique qui sera au coeur de l'université d'été du PS à Nantes, du 26 au 28 août.

S'il confirme en décembre, alors que le candidat de la droite aura été investi le 27 novembre, qu'il brigue un second mandat de cinq ans, le chef de l'Etat sortant aura un peu plus d'un mois devant lui pour se préparer à affronter ses adversaires, avec l'avantage colossal de la machine gouvernementale derrière lui. Pas facile, en effet, pour ses potentiels rivaux de se positionner dans la course tant que François Hollande n'aura pas décidé de se lancer. Point majeur : l'Elysée détient toujours les clés et une marge d'avance pour le sprint qui suivra”, explique le quotidien suisse.

Le journal de Lausanne souligne un autre avantage non négligeable de cette élection interne qui s'annonce. “Autre bénéfice de cet exercice imposé au PS par ses statuts et surtout par les turbulences internes entre la cinquantaine de député ‘frondeurs’ et le reste de la majorité parlementaire : ces primaires de ‘la gauche de gouvernement’ prennent acte d'emblée de la candidature de Jean-Luc Mélenchon au nom de la gauche radicale et ex-communiste. A quoi bon désigner un candidat dont les orientations politiques ‘à gauche toute’ tuileront avec celles de Jean-Luc Mélenchon ? Un plaidoyer de fait pour une candidature réformiste, au centre gauche de l'échiquier politique.” Ce qui n'est guère éloigné du portrait de l'actuel locataire de l'Elysée...

Nicholas Vinocur



VIII) Primaires: Arnaud Montebourg (PS) réserve sa réponse, prône une « primaire des citoyens »



© afp

L'ancien ministre socialiste Arnaud Montebourg a réservé sa réponse lundi sur Europe 1 sur une éventuelle participation à la primaire initiée par le PS, déclarant avoir des "questions à poser" et a prôné une "primaire des citoyens" qui ne se cantonnerait pas à "tel ou tel appareil".

"C'est une hypothèse parfaitement plausible mais j'ai encore un certain nombre de questions à poser", a-t-il répondu, alors qu'on lui demandait s'il était disposé à participer à la primaire de la gauche de gouvernement décidée par le PS pour la présidentielle de 2017.

Arnaud Montebourg a souhaité en particulier qu'il s'agisse d'une "primaire des citoyens, c'est-à-dire que tous les Français peuvent venir, pas seulement les Français qui auraient une carte ou des Français qui se reconnaîtraient dans tel ou tel appareil. Ca doit être une primaire sur la base des listes électorales".

La primaire organisée par le PS en 2011 avait été ouverte à l'ensemble des Français.

"Face à François Hollande, je suis entièrement déterminé à proposer un projet alternatif, parce que la France en a besoin et que la primaire est l'occasion de faire ses propositions originales, créatives et innovantes", a-t-il souligné.

S'il participait à une primaire, serait-il prêt à soutenir François Hollande dans l'hypothèse où ce dernier serait vainqueur? "Ca, ce sont les règles qui sont fixées de la primaire. J'attends que ces règles soient fixées, qu'elles soient établies, que nous en connaissions les modalités, que nous imaginions, y compris ce que l'on appelle l'unification. Vous savez qu'après la confrontation, il y a l'unification. Nous verrons bien comment les choses vont s'organiser et qui sera candidat", a répondu l'ancien ministre.

publicsenat.fr

A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !

Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog

www.overblog.com

LAPRESSEENREVUE.EU